**En finir avec les violences policières !**

****

**►Les conditions d'arrestation inadmissibles du jeune Théo ont mis en lumières le fléau des violences policières dans les quartiers populaires**

**►**La police est un service public qui doit avoir les moyens de mener ses missions dans le respect des citoyens

►Plus largement, le PCF propose d'ouvrir un large débat public sur l'avenir des quartiers populaires de notre pays



Le gouvernement ne semble toujours pas prendre la véritable mesure de ce qui est aujourd'hui, pour la jeunesse des quartiers populaires, une violence quotidienne et permanente. Le Défenseur des droits a rappelé les résultats d'une récente étude réalisée par l'autorité administrative indépendante sur le contrôles au faciès. C'est accablant et terriblement dangereux. Dans cette enquête, **80% des jeunes hommes d'origine africaine et nord-africaine indiquent avoir été contrôlés au cours des cinq dernières années, contre 16 % pour l'ensemble du panel.**

Il s'agit donc d'agir pour de vrai et ne plus laisser ainsi se durcir une confrontation directe entre une partie de la population des quartiers populaires et une partie des forces de l'ordre.

Le PCF fait trois propositions concrètes :

**► Instaurer un récépissé lors des contrôles d'identité**

Promesse non tenue par le Président Hollande, cette mesure simple et déjà expérimentée dans d'autres pays lutterait efficacement contre les dérives du contrôle au faciès. Nos parlementaires ont déposé une proposition de loi en ce sens.

**► Supprimer les brigades spécialisées de terrain et rétablir la police de proximité**

Créées par Brice Hortefeux, les brigades spécialisées de terrain sont composées d'agents majoritairement peu expérimentés, mal formés, avec des missions centrées sur la seule répression, avec l'objectif de faire « du chiffre ».

Seule une police de proximité, composée de policiers formés, encadrés, peut recréer un lien de confiance avec la population. A l'échelle nationale, l**e PCF propose le recrutement de 20 000 policiers et gendarmes avec une formation renforcée.**

**► Lancer un grand plan national de lutte contre le racisme et les discriminations**

Nous proposons notamment un renforcement des sanctions, des campagnes de communication inédites et une formation des agents publics, singulièrement des forces de l'ordre, à la lutte contre tout propos ou acte raciste et à l'accueil des victimes du racisme.